

L'ÉDITO

par la rédaction

# Indépendance

**Une nouvelle fois, la preuve en a été donnée ce vendredi : la direction de Nethys, actionnaire unique des Éditions de l'Avenir entend régler ses comptes avec la rédaction de ce journal, trop indépendante à ses yeux.**

La semaine a une nouvelle fois été éprouvante pour le personnel des Éditions de l'Avenir, confronté à un plan social soumis, ce lundi, à l'examen de l'instance qui doit décider si l'entreprise peut, ou non, être déclarée en restructuration.

L'annonce spectaculaire, faite jeudi par la direction et les syndicats, d'un accord social majorant l'enveloppe globale consacrée à ce plan d'un montant de 450 000 euros, pour appréciable qu'elle soit pour les personnes concernées (même si un rabiot de 100 euros bruts par mois est finalement modeste) constituait un écran de fumée qui masquait

la volonté des dirigeants de Nethys de mettre au pas la rédaction de votre journal. L'accord conclu entre direction et syndicats ne rencontrait en effet pas la demande formulée par les journalistes, par le truchement de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP), leur organisation représentative, de respect de leur convention de travail et de rémunération. Dans ces conditions, le nombre de candidats au départ en régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC), ou au départ volontaire s'annonçait toujours insuffisant pour satisfaire aux exigences du plan social. Ce vendredi la direction des Éditions de l'Avenir a (enfin) accepté de négocier avec une délégation de l'AJP. Un accord paraissait même à portée de mains... jusqu'à ce que des ordres venus de Liège annulent les avancées

enregistrées.

Le propos est donc clair : aucune concession ne peut être faite aux journalistes de *L'Avenir*, coupables d'avoir couvert les dérives de la gestion de Publifin, aujourd'hui Enodia, structure faïtière de Nethys, avec un maximum d'indépendance. Et une charrette de licenciements se prépare à la rédaction.

Cette attitude est lourde de conséquences pour aujourd'hui et surtout pour demain : qui pourrait croire, désormais, que la moindre relation de confiance puisse exister entre les journalistes de *L'Avenir* et leur direction ? Et sans cette confiance nécessaire, comment imaginer que se mènent à bien les projets de relance, indispensables à la pérennité de votre journal ?